

Curriculum vitae

Julien BONNET

Agrégé de droit public

Professeur à l'Université de Montpellier

Président de l'Association française de droit constitutionnel



Né le 22 janvier 1980 à Montpellier (34)

Adresse professionnelle : UFR Droit et Science politique, 39 rue de l'Université
34060 Montpellier Cedex 2

Adresse mail : julien.bonnet@umontpellier.fr

PARCOURS UNIVERSITAIRE

2024	Avancement à la classe exceptionnelle 1 (CNU)
Depuis 2016	Titulaire de la Prime d'encadrement doctoral et de recherche puis de la RIPEC (renouvellement en 2021 et en 2024)
2015	Avancement à la 1^{ère} classe (CNU)
2014	Professeur à l'Université de Montpellier, UFR Droit et Science politique
2010-2013	Professeur à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne, UFR Droit et Science politique
2010	Admission au concours d'agrégation de droit public
2009	Maître de conférences à l'Université Montpellier I, UFR Droit
2008	Qualification aux fonctions de Maître de conférences par le Conseil national des Universités
28 novembre	Doctorat de Droit public, Université Montpellier I
2007	<u>Titre</u> : « Le juge ordinaire français et le contrôle de la constitutionnalité des lois. <i>Analyse critique d'un refus</i> ». <u>Directeur de thèse</u> : M. Dominique ROUSSEAU, Professeur à l'Université de Montpellier I <u>Jury</u> : <ul style="list-style-type: none">- M. Bertrand MATHIEU, Professeur à l'Université Paris I (Rapporteur)- M. Guillaume DRAGO, Professeur à l'Université Paris II (Rapporteur)- M. Guy CANIVET, Membre du Conseil constitutionnel, Premier président honoraire de la Cour de cassation- M. Jérôme ROUX, Professeur à l'Université Montpellier I- M. Dominique ROUSSEAU, Professeur à l'Université Montpellier I <u>Mention</u> : « Très honorable avec les félicitations du jury » <u>Prix de thèse de la Faculté de droit de Montpellier</u> <u>Dalloz, Collection Nouvelle bibliothèque de Thèses, vol. 81, 2009, 716p.</u>
2005-2007	Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (A.T.E.R.) à temps plein, Université Montpellier I, UFR Droit
2002-2005	Allocataire de recherche – Moniteur, Université Montpellier I, UFR Droit
2002	D.E.A. de Droit public général, option Droits fondamentaux, Université Montpellier I. Mention Très Bien. Major de promotion. Prix Hébrard du mémoire de D.E.A.
2001	Maîtrise en Droit public, Université Montpellier I. Mention Bien
2000	Licence en Droit, Université Montpellier I. Mention Bien. Major de promotion
1999	2^{ème} année D.E.U.G. Droit, Université Montpellier I. Mention Assez Bien
1998	1^{ère} année D.E.U.G. Droit, Université Montpellier I. Mention Bien
1997	Baccalauréat, série Scientifique, Lycée Jean-Baptiste Dumas, Alès

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

A l'Université de Montpellier (depuis 2014)

- Membre élu de la Commission ressources humaines droit et science politique du Pôle recherche en sciences sociales de l'Université de Montpellier (2023-)
- Membre du Conseil d'administration de l'Association Générale des Responsables de Magistère (2022-)
- Co-directeur du Magistère Droit public appliqué (2015-)
- Président de la Section de droit public de l'UFR Droit et Sciences politiques (2016-2021)
- Membre élu du Conseil de la Section de droit public (2014-2021)
- Membre élu du Conseil de l'IPAG de Montpellier (2017-2021)
- Membre du Conseil pédagogique du Collège de droit (2017-2020)
- Vice-Président de la Section de droit public de l'UFR Droit et sciences politiques (2014-2016)

A l'Université d'Evry-Val-d'Essonne (2010-2014)

- Directeur du Master 2 Droit des collectivités territoriales (2012-2014)
- Membre élu du Conseil de l'UFR Droit et Science politique (2011-2014)
- Co-responsable de l'axe de recherche « Contentieux publics et privés, transformations des juges et des méthodes » du Centre Léon Duguit (2010-2014)
- Référént pour l'UFR Droit et Science politique du Pôle d'information et d'orientation des lycéens et étudiants (2011-2014)

Responsabilités dans les projets et la vie collective de l'établissement

- Responsable (avec J. Arlettaz) du prix étudiant « La démocratie par le droit » récompensant des travaux de recherche effectués par des étudiants de Licence
- Conclusion d'une convention de mécénat entre le Magistère droit public appliqué et la société Alvea Formation (2022-2024)
- Conclusion d'une convention de mécénat entre le Magistère droit public appliqué et le Cabinet d'avocat CGCB (depuis 2021)
- Mise en place et encadrement d'un atelier de coproduction législative entre les étudiants du Magistère droit public appliqué et Mme la Députée Coralie Dubost, à propos du projet de loi confortant les principes républicains (2021)
- Mise en place et encadrement de la création du site Internet « Montpellier droit public », portail d'entrée présentant les formations et la recherche en droit public (2020-2021)
- Organisation de conférences d'information sur les métiers du droit public (Licence 2) et les Masters en droit public (Licence 3), 2016-2020.
- Sélection et encadrement des équipes des Universités d'Evry (2011-2014) et de Montpellier (depuis 2014, avec P.Y. Gahdoun) dans le cadre du Concours Vedel de plaidoirie en QPC
- Conclusion d'un partenariat entre le Magistère droit public appliqué et le Tribunal administratif de Montpellier (depuis 2018)
- Co-responsable d'un groupe de travail sur le portefeuille de compétences en Licence (2020-2021)
- Tutorat des étudiants de la prépa ENM de Montpellier (2014-)
- Responsable d'un groupe de travail sur la pédagogie numérique (2016-2017)

- Responsable de la campagne Admission Post Bac (APB) : réponse en ligne sur les demandes d'APB, coordination de la participation des enseignants en droit à la campagne, participation aux journées d'Orientation Active ainsi qu'aux salons où l'Université d'Evry était représentée (2012-2014)
- Organisation d'une rencontre « Université-Collectivité locales et partenaires économiques locaux » (avec V. Bouhier), Evry, 18 juin 2013
- Conclusion de Conventions de partenariat entre le Master 2 Droit des collectivités territoriales et la Communauté de commune du Val d'Essonne, le MEDEF de l'Essonne et l'Association des maires de l'Essonne (Evry, 2012-2014)

RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES

- Président de l'Association française de droit constitutionnel (depuis juin 2023)
- Membre du Conseil scientifique auprès de l'Observatoire de la QPC du Conseil constitutionnel (2024-)
- Vice-Président du Conseil scientifique de l'Association française de droit constitutionnel (2021-2023)
- Membre du Conseil scientifique de l'Association française de droit constitutionnel (2011-)
- Membre du CERCOP (Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives Constitutionnelles et Politiques) ; co-responsable de l'axe de recherche « contentieux constitutionnel »
- Membre du conseil scientifique de la journée doctorale de la Commission Jeune recherche constitutionnelle de l'AFDC (2024-)
- Responsable du projet scientifique « Nourrir, protéger et soigner dans une société du risque : un défi pour le droit », Lauréat de l'appel à projet I-Site « Montpellier Université d'Excellence », rassemblant cinq laboratoires de recherche en droit et sept partenaires publics et privés (2017-2022, dotation de 45 000 euros)
- Responsable de la problématique générale des journées décentralisées de l'Association française de droit constitutionnel « Droit constitutionnel et droit administratif » (avec A. Roblot-Troizier), 2022.
- Membre du projet scientifique « QPC et économie », Appel d'offres du Conseil constitutionnel « QPC 2020 ».
- Responsable de la problématique générale des journées décentralisées de l'Association française de droit constitutionnel : « Droit constitutionnel et numérique » (avec P. Türk), 2016.
- Co-responsable de l'axe de recherche « Contentieux publics et privés, transformations des juges et des méthodes » du Centre Léon Duguit, Université d'Evry-Val d'Essonne (2010-2014)
- Participation à des Comités de sélection : Université Toulouse 1-Capitole 2019, Université de Montpellier 2017 (Président), Aix-Marseille Université 2016, Université d'Evry-Val-d'Essonne 2013.

Responsabilités éditoriales

- Membre du Comité de rédaction de la revue *Questions constitutionnelles* (depuis 2023)
- Membre du Comité scientifique et de lecture de la *Revue française de droit constitutionnel* (depuis 2021)
- Responsable de la Chronique de jurisprudence constitutionnelle comparée (France), *Revue Trimestrielle des droits de l'homme* (depuis 2021, avec M. Afroukh)
- Membre du Comité d'organisation des *Mélanges en l'honneur du Professeur Dominique Rousseau* (2019-2020)
- Membre du Comité de rédaction de la *Revue des Droits et libertés fondamentaux* (depuis 2014)
- Responsable de la Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle à la *Revue de droit public* (depuis 2012, avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), à la revue *Questions constitutionnelles* depuis 2024.
- Responsable de la Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques aux *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel* (2015-2017, avec A. Roblot-Troizier)
- Responsable de la Chronique « Site Internet et revues électroniques » de la revue *Constitutions* (2010-2015)
- Membre du Comité scientifique de la revue *Jurisdoctrina*

Organisation de colloques

- Cinquante ans après la décision IVG du 15 janvier 1975 : une jurisprudence en questions (codirection avec A. Roblot-Troizier et A. Vidal-Naquet), Conseil constitutionnel, 15 janvier 2025.
- Organisation du colloque annuel du Magistère Droit public appliqué, présenté par les étudiants, en partenariat avec le Tribunal administratif de Montpellier (depuis 2019), avec diffusion d'une note de jurisprudence (disponible sur <https://mdpa.edu.umontpellier.fr>)
 - 20 mai 2016 : Un an de droit public des affaires
 - 9 juin 2017 : Un an de droit public des affaires
 - 8 juin 2018 : Un an de droit public
 - 7 juin 2019 : Un an de droit public
 - 30 juin 2021 : Un an de droit public
 - 21 juin 2022 : Un an de droit public
 - 19 juin 2023 : Un an de droit public
 - 25 juin 2024 : Un an de droit public
- La Constitution hors de l'Etat. Réflexions sur le droit constitutionnel en dehors des sphères étatiques*, (codirection avec P. Blachère, H. Krunke, X. Philippe Colloque de l'Association Internationale de droit constitutionnel, Lyon, 19-20 juin 2024
- Juger à la confluence du droit constitutionnel et du droit pénal*, (codirection M. Heitzmann-Patin, J.-B. Perrier, E. Raschel, Rencontre AFDC et Association française de droit pénal, Aix-en-Provence, 17 mai 2024.
- Droit constitutionnel et droit administratif : unité ou autonomie des notions juridiques ?* (avec Pascale Idoux et Marion Ubaud-Bergeron), Journée décentralisée de l'Association française de droit constitutionnel, Montpellier, 8 avril 2022.
- Les conditions d'incarcération sous le contrôle des juges : éléments d'actualité* (avec M. Arfroukh et PY Gahdoun), en ligne, 29 avril 2021.
- Le Conseil constitutionnel et la Cour européenne des droits de l'homme : vers un nouvel équilibre ?*, (avec M. Arfroukh), Montpellier, 7 février 2020.
- Les mutations du droit public, Colloque des 10 ans du Magistère droit public appliqué*, (avec N. Marty), Montpellier, 25 octobre 2019.
- Le juge judiciaire et la séparation des pouvoirs* (avec J. Arlettaz, P.-Y. Gahdoun et S. Mouton), Montpellier, 30 novembre 2018.
- 5 ans de QPC : une révolution inachevée ?* (avec P.-Y. Gahdoun), Montpellier, 6 mars 2015, Institut Universitaire Varenne, Colloque et Essai, 2016, 162p.
- L'objectivation du contentieux des droits et libertés fondamentaux : du juge des droits au juge du Droit ?* (avec J. Arlettaz), Montpellier, 12 décembre 2014, Pédone, Publications de l'Institut International des Droits de l'Homme, 2015, 201p.
- Identité constitutionnelle de la France et protection internationale des droits de l'homme* (avec F. Coulée et A. Roblot-Troizier) sous l'égide de l'AFDC et la SFDI, Evry, 25 novembre 2013, Revue générale de droit international public, 2014, n°3, pp. 481-662.
- Regards du Conseil constitutionnel sur l'élection présidentielle* (avec A. Roblot-Troizier), Evry, 27 mars 2012, Les petites affiches, 5 décembre 2012, n°243, n°spécial, 48p.

Organisation et modération de conférences

- La Ve République en questions : crise politique ou crise de régime ?*, (avec E. Sales et A. Viala), Conférence-débat, Montpellier, 26 septembre 2024
- Histoire et actualité de la Cour Constitutionnelle fédérale allemande*, Conférence autour de l'ouvrage d'Aurore Gaillet (codir. J. Arlettaz et A. Berthout), Montpellier, 17 septembre 2024
- Rencontres entre le Conseil constitutionnel et la Faculté de droit*, (codirection avec P.-Y. Gahdoun), avec la participation du Secrétaire général et du service juridique du Conseil constitutionnel, Montpellier, 29 mars 2024
- En finir avec les idées reçues sur la Cour européenne de droit de l'homme* (avec M. Afroukh), Montpellier, 19 mars 2024
- La décision du Conseil constitutionnel sur la loi immigration : quels enseignements ?* (avec PY Gahdoun), Montpellier, 26 janvier 2024
- Présentation des décisions QPC par le Président du Conseil constitutionnel* (avec PY Gahdoun), Organisation et introduction de la conférence de M. le Président Laurent Fabius suite à l'audience publique du Conseil constitutionnel à Montpellier, 25 novembre 2022
- Quelles avancées sur la déontologie des députés? Débat autour du rapport de la déontologue de l'Assemblée nationale*, avec Agnès Roblot-Troizier et Philippe Blachère, Montpellier, 19 mars 2019.
- Rencontres entre le Conseil constitutionnel et la Faculté de droit*, (codirection avec P.-Y. Gahdoun), avec la participation du Secrétaire général et du service juridique du Conseil constitutionnel, Montpellier, 1^{er} juin 2018.
- Le juge d'instruction et la Constitution*, avec Thomas Meindl et Anne Ponseille, Montpellier, 20 janvier 2017
- Question prioritaire de constitutionnalité et droit européen des droits de l'homme*, Débat vidéo organisé avec R. Tinière, avec la participation de X. Magnon et S. Slama, Revue des droits et libertés fondamentaux, Grenoble, 4 mars 2015
- Défendre en justice la cause des détenus*, avec N. Ferran et S. Slama ainsi que B. Belda et A. Ponseille, Montpellier, 21 novembre 2014
- Le Conseil constitutionnel, une Cour suprême ?*, avec N. Belloubet, Montpellier, 7 mars 2014
- Pour un renouveau démocratique. Conférence sur le rapport de la « Commission Jospin »*, avec D. Rousseau, J. Benetti et A. Roblot-Troizier, Evry, 10 décembre 2012

Jury, concours, expertise

- Audition par M. le député Philippe Gosselin, Rapporteur sur la proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte (n° 693), 28 janvier 2025
- Formation continue auprès des avocats de l'EFB de Paris sur l'usage stratégique de la question prioritaire de constitutionnalité, juillet 2024
- Audition par Mme la Présidente de l'Assemblée nationale sur la réforme du mode de scrutin à la proportionnelle, 15 mai 2024
- Formation continue à l'Ecole nationale de la magistrature sur la QPC et l'usage du contrôle de conventionnalité des lois, avril 2024
- Audition par la Mission d'information de l'Assemblée nationale sur Mayotte, 2 avril 2024.
- Membre du jury du Prix de thèse du Conseil constitutionnel (2022)
- Formation continue auprès des avocats sur l'usage de la QPC et du contrôle de conventionnalité des lois, EFACS, Montpellier, depuis 2021.
- Intervention au Congrès des Syndicat des Avocats de France sur les garanties constitutionnelles de l'avocat, à l'aune du projet d'avocat salarié en entreprise, 5 février 2021.

- Expert auprès de l'Agence nationale de la recherche, 2021
- Audition par M. le Sénateur Arnaud de Belenet, dans le cadre de l'examen de la proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs, 20 novembre 2020
- Expert auprès de l'HCERES, Université de Lille, 2018
- Audition par l'Association nationale de développement des espaces ruraux, M. le député Jean-Michel Clément et M. le sénateur Franck Menonville (dir.), Assemblée nationale, 5 juillet 2018.
- Audition par Mme la députée Anne Génetet, Mission sur la fiscalité applicable aux français de l'étranger, 26 avril 2018.
- Membre du jury du Prix de thèse de l'UMR 7318 DICE, Université Aix-Marseille (2017 ; 2020)
- Membre du jury du Prix de thèse du Conseil constitutionnel (2015)
- Membre du jury de l'Ecole Nationale de l'Administration, concours de sortie (2011)
- Membre du jury du concours de rédacteur territorial du Gard (2011)

PUBLICATIONS

Ouvrages

- Droit du contentieux constitutionnel* (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), LGDJ, Montchrestien, 11^e édition refondue, 2016, 866 p. ; 12^e éd., 2020, 1040 p. ; 13^e éd., 2023, à paraître.
- L'essentiel du droit du contentieux constitutionnel* (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Lextenso, Gualino, 1^e éd., 2018, 170p. ; 2^e éd., 2021, 170 p.
- L'essentiel des grandes décisions du Conseil constitutionnel* (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Lextenso, Gualino, 2017, 187p.
- La question prioritaire de constitutionnalité*, (coécrit avec P.-Y. Gahdoun), Que-sais-je ?, PUF, 2014, 127p.
- Les grandes délibérations du Conseil constitutionnel* (12 auteurs, direction par B. Mathieu, J.-P. Machelon, F. Mélin-Soucramanien, D. Rousseau, X. Philippe), Dalloz, 1^e éd., 2009, 473 p. ; 2^e éd., 2014, 598p.
- L'essentiel de la question prioritaire de constitutionnalité. Mode d'emploi* (coécrit avec D. Rousseau), Lextenso, Gualino, 2e éd., 2012, 122p.
- L'essentiel des grandes décisions QPC* (coécrit avec D. Rousseau), Lextenso, Gualino, 2012, 134p.
- Pouvoirs et démocratie en France*, (coécrit avec J. Arlettaz), Centre régional de documentation pédagogique, collection Questions ouvertes, 2012, 197p.
- Le juge ordinaire français et le contrôle de la constitutionnalité des lois. Analyse critique d'un refus*, Dalloz, coll. Nouvelle Bibliothèque de Thèses, volume 81, 2009, 716p.

Direction d'ouvrages collectifs et de numéros spéciaux de revues juridiques

- Droit constitutionnel et droit administratif. Entre unité et spécificités*, (direction J. Bonnet, X. Dupré de Boulois, P. Idoux, X. Philippe, M. Ubaud-Bergeron), Mare et Martin, 2023, 308p.
- Représentation et gouvernement. Quels modèles électoraux ?* (direction P. Esplugas-Labatut, J. Arlettaz, J. Bonnet, P.-Y. Gahdoun, S. Mouton, Mare et Martin, 2022, 270 p.
- Le Conseil constitutionnel et la Cour européenne des droits de l'homme : vers un nouvel équilibre ?*, (direction M. Afroukh et J. Bonnet), Anthemis, 2021, 283p.
- Le juge judiciaire et la séparation des pouvoirs* (direction J. Arlettaz, J. Bonnet, PY Gahdoun et S. Mouton), Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2020, 192p.
- Mélanges en l'honneur du professeur Dominique Rousseau* (membre du comité d'organisation), LGDJ-Lextenso, 2020, 1069p.
- L'office du juge et le contrôle de conventionnalité in concreto* (direction M. Afroukh, J. Bonnet), Dossier thématique, Revue des droits et libertés fondamentaux, 2018, disponible sur <http://www.revuedlf.com/dossier/la-reconfiguration-de-loffice-du-juge-de-la-conventionnalite-de-la-loi/>
- La communication des juridictions constitutionnelles* (direction J. Bonnet), Annuaire international de justice constitutionnelle 2017, PUAM, 2018, 69p.
- La QPC : une révolution inachevée ?* (direction J. Bonnet et P.-Y. Gahdoun), Institut Universitaire Varenne, Colloque et Essai, 2016, 162p.
- L'objectivation du contentieux des droits et libertés fondamentaux : du juge des droits au juge du Droit ?* (direction J. Arlettaz et J. Bonnet), Pédone, Publications de l'Institut International des Droits de l'Homme, 2015, 201p.

-Identité constitutionnelle de la France et protection internationale des droits de l'homme (direction J. Bonnet, F. Coulée et A. Roblot-Troizier) sous l'égide de l'AFDC et la SFDI, Revue générale de droit international public, 2014, n°3, pp. 481-662.

-Regards du Conseil constitutionnel sur l'élection présidentielle (direction J. Bonnet et A. Roblot-Troizier), Les petites affiches, 5 décembre 2012, n°243, n°spécial, 48p.

Articles et Chapitres d'ouvrages

-L'utilisation du Nudge, Colloque annuel de l'Association française de droit administratif, Dalloz, Thèmes et commentaires, 2025, à paraître (42 752 signes)

-Le Conseil constitutionnel et la souveraineté, in P. Bourdon, M. Heitzmann-Patin, F. Poulet, La protection de la souveraineté par les juges, Lextenso, 2025, à paraître, (35 000 signes).

-Sans Arrighi, in A. Vidal-Naquet (dir.), Petites et grandes uchronies du droit public, 2025, à paraître (40 232 signes).

-30 ans de la Cour de Justice de la République : mise en perspective de culture constitutionnelle, Questions constitutionnelles, en ligne, 24 juin 2024

-Los desafíos del Consejo Constitucional: las controversias francesas sobre la justicia constitucional, Teoria y Realidad Constitucional, 2024, n°53, pp. 157-178.

-Faits et preuves dans le jugement de constitutionnalité des lois en France (avec A. Roblot-Troizier), in L. Gay, C. Severino (dir.), Faits et preuves dans le contrôle de constitutionnalité des lois, Bruylant, 2024, pp. 171-200.

-Les juges judiciaires et leurs constitutionnalismes ; le point de vue du publiciste, in S. Mouton, X. Magnon (dir.), Le juge dans le constitutionnalisme moderne, Lextenso, Varenne, 2024, pp. 297-309.

-Le potentiel contentieux de la QPC, La lettre de la QPC, Conseil constitutionnel, janvier 2024, n°2, disponible sur <https://qpc360.conseil-constitutionnel.fr/potentiel-contentieux-qpc-julien-bonnet-la2>

-Jurisprudence constitutionnelle (avec D. Rousseau et PY Gahdoun), in D. Connil, P. Jense-Monge, A. de Montis (dir.), Dictionnaire encyclopédique du Parlement, Éditions Larcier-Bruylant – Collection Études parlementaires, 2023, pp. 610-614.

- L'infra et l'ultra petita devant le Conseil constitutionnel, RDP, 2023, n°4, pp. 904-9014.

-L'utilisation de la théorie du « nudge » dans la mise en œuvre des politiques publiques, RDP, 2023, n°2, pp. 333-349.

-La contribution du juge constitutionnel au développement de recours effectifs protégeant les libertés, in A. Moine (dir.), La contribution des juges des libertés au développement de recours effectifs, Civitas europa, 2022, n°49, pp. 357-368.

-Le contrôle de constitutionnalité des lois électorales : regard croisé France – Italie (avec J. Arlettaz), in P. Esplugas-Labatut, J. Arlettaz, J. Bonnet, P.-Y. Gahdoun, S. Mouton, Modèles électoraux et démocratie : quels enjeux constitutionnels ?, Mare et Martin, 2022, pp. 169-180.

-La Cour de cassation et les droits et libertés : la revanche (avec M. Afroukh), Revue des droits et libertés fondamentaux, 2022, chron. n°46, <http://www.revuedlf.com/droit-fondamentaux/la-cour-de-cassation-et-les-droits-et-libertes-la-revanche/>

-La crise, occasion de saisir la compliance comme mode de communication des autorités publiques, in Frison-Roche, M.-A. (dir.), Les buts monumentaux de la Compliance, série "Régulations & Compliance", Journal of Regulation & Compliance (JoRC) et Dalloz, 2022, pp. 299-305 ; version en anglais à paraître.

-Individualisation et objectivité du contrôle constitutionnel du respect des droits de l'homme, in C. Boiyeux-Picheral (dir.), L'(in)efficacité de la logique individuelle des droits de l'homme face aux risques pour l'humanité, Lexisnexis, 2022, pp. 39-51.

- Les juges constitutionnels ordinaires, juges constitutionnels de droit commun ?* (avec A. Roblot-Troizier), in X. Magnon, A. Vidal-Naquet, *La QPC, vers une reconfiguration de l'architecture juridictionnelle ?*, PUAM, 2020, pp. 15-36.
- Les interventions en matière économique*, in PY Gahdoun, G. Clamour (dir.), *QPC et économie*, Projet QPC 2020, disponible sur www.conseil-constitutionnel.fr, pp. 101-112.
- « *Contexte national : l'exemple français* », in F. Barque, S. Nicot (dir.), *Vers l'instauration d'une procédure d'exécution des décisions du Conseil constitutionnel ?*, Lextenso, Varenne, 2020, pp. 77-92.
- Le Conseil constitutionnel et le protocole 16 : une question d'opportunité ?*, in M. Afroukh, J.-P. Marguenaud (dir.), *Le protocole 16 à la CEDH*, Pedone, 2020, pp. 81-94.
- Regard de sociologie institutionnelle sur le juge judiciaire*, in J. Arlettaz, J. Bonnet, PY Gahdoun et S. Mouton (dir.), *Le juge judiciaire et la séparation des pouvoirs*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, Lextenso, 2020, pp 19-33.
- Comment décident les acteurs juridiques ? Pour une analyse interdisciplinaire du processus décisionnel*, in Mélanges en l'honneur de Dominique Rousseau, Lextenso, 2020, pp. 315-326.
- La clarté et la précision de la loi punitive : un régime constitutionnel à plusieurs vitesses*, in A. Ponselle, E. Sales, PY Gahdoun (dir.), *Existe-t-il un droit constitutionnel punitif ?*, Presses de la Faculté de droit et de Science politique de Montpellier, 2019, pp. 69-84.
- La politique de rupture de la Cour de cassation*, JCP, G, 2019, n°37, 9 septembre 2019, pp. 1594-1601.
- Le droit constitutionnel de la régulation du foncier agricole*, Droit rural, 2019, n°471, pp. 35-39.
- Le point de vue du constitutionnaliste sur le non renvoi des QPC par les Cours suprêmes*, in N. Droin, A. Fautré-Robin (dir.), *Le non-renvoi des questions prioritaires de constitutionnalité : Unité ou diversité des pratiques de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat*, Institut Universitaire Varenne, Lextenso, 2018, pp. 17-32.
- Peut-on parler d'un gouvernement des juges sous la Ve République ?*, in P. Blachère (dir.), *La Constitution de la Ve République : 60 ans d'application (1958-2018)*, Lextenso, 2018, pp. 589-601.
- La transformation du droit constitutionnel par les traités de Rome*, Revue de l'Union européenne, 2018, n°622, pp. 556-562.
- La communication des juridictions constitutionnelles, nouvel objet du droit*, Annuaire international de justice constitutionnelle 2017, PUAM, 2018, pp. 13-15.
- La radicalisation religieuse saisie par le juge constitutionnel*, in O. Bui-Xuan (dir.), *La radicalisation religieuse saisie par le droit*, Institut Universitaire Varenne, Lextenso, 2018, pp. 171-182.
- *La communication numérique des juridictions suprêmes*, in E. Sales (dir.), *Le numérique au service du renouvellement de la vie politique?*, Institut Universitaire Varenne, Lextenso, 2017, p. 124.
- La concrétisation des contrôles de la loi* (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Revue Française de droit administratif, 2017, n°5, pp. 821-855.
- Une voie étroite mais possible*, in M. Fatin-Rouge, C. Severino (dir.), *Le contrôle de constitutionnalité des décisions de justice. Une nouvelle étape après la QPC ?*, Confluence des droits, Aix-en-Provence, 2017, pp. 448-455.
- Le numérique : un défi pour le droit constitutionnel* (coécrit avec P. Türk), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°57, 2017, pp. 13-24.
- Les droits sociaux constitutionnels dans l'ombre de l'Etat de droit*, Revue des droits de l'homme (en ligne), 2017, n°1 (37 600 signes)
- Les juges constitutionnels et l'état d'urgence*, Droit administratif, 2016, n°12, Etude n°15.

- *Repenser le « bloc de constitutionnalité » sous l'effet des rapports entre ordres juridiques : pour une redéfinition des sources de la constitutionnalité* (coécrit avec A. Roblot-Troizier), in B. Bonnet, *Les rapports entre ordres juridiques. Bilan, enjeux, perspectives*, LGDJ, 2016, pp. 409-438.
- *Dialogue des juges et qualité de la norme*, in V. Peltier, A. Gogorza (dir.), « *Jurisprudence et qualité de la norme* », Cujas, 2016, pp. 353-362.
- *Les effets de la Charte sur les compétences du Parlement*, in C. Cerda Guzman, F. Savonitto (dir.), « *Les 10 ans de la Charte de l'environnement 2005-2015* », Institut Universitaire Varenne, *Colloque et Essai*, 2016, pp. 175-187.
- *La QPC et l'intérêt du justiciable*, in J. Arlettaz et J. Bonnet (dir.), *L'objectivation du contentieux des droits et libertés fondamentaux : du juge des droits au juge du Droit ?*, Pédone, Publications de l'Institut International des Droits de l'Homme, 2015, pp. 21-42.
- *Les contrôles de constitutionnalité et de conventionnalité des lois : concurrents et complémentaires*, in E. Cartier, L. Gay, A. Viala (dir.), *La QPC : vers une culture constitutionnelle partagée ?*, Institut Universitaire Varenne, *Colloque et Essai*, 2015, pp. 197-220.
- *Les adages et le temps* (coécrit avec A. Roblot-Troizier), *Revue Française de droit administratif*, 2014, n°1, pp. 29-34
- *La fragmentation de la protection juridictionnelle et le dialogue des juges*, in J. Arlettaz et R. Tinière, *Fragmentation en droit, Fragmentation du droit*, Editions l'Epitoge-Lextenso, 2014, pp. 139-152.
- *Le droit au juge : la « contre démocratie » par le droit*, in A. Viala (dir.), *La démocratie : qu'en disent les juristes ?*, Lextenso, 2014, pp. 53-64.
- *Les perspectives de la protection constitutionnelle des détenus*, in S. Slama, N. Ferran et OIP (dir.), *Défendre en justice la cause des détenus*, La documentation française, 2014, pp. 247-254.
- *Thèse de doctorat*, in M. Touzeil-Divina (dir.), *Initiation au droit. Introduction encyclopédique aux études et métiers juridiques*, Lextenso, 2^e éd., 2014, pp. 304-306.
- *Les contrôles a priori et a posteriori*, *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 40, 2013, pp. 105-115.
- *La question prioritaire de constitutionnalité et le Parlement*, *Politeia*, 2013, n°23, pp.231-241.
- *Le principe constitutionnel de la légalité criminelle*, in F. Hourquebie, V. Peltier (dir.), *Droit constitutionnel et grands principes du droit pénal*, Cujas, 2013, pp. 11-24.
- *Les enseignements des délibérations du Conseil constitutionnel relatives à l'élection présidentielle* (coécrit avec A. Roblot-Troizier), *Petites affiches*, numéro spécial, 5 décembre 2012, pp. 29-33.
- *La question prioritaire de constitutionnalité. Etude des caractères « sérieux » et « nouveau »*, Rédaction des développements consacrés à la Belgique. Contrat de recherche, Mission Droit et justice, CERCOP, Université Montpellier I, 2012, pp. 92-101.
- *L'indépendance du contrôle de conventionnalité des lois*, in *Indépendance(s)*, *Etudes en l'honneur de Jean-Louis Autin*, Presses de la Faculté de droit de Montpellier, 2012, pp. 1231-1252.
- *La QPC, une révolution qui continue* (Coécrit avec Dominique Rousseau), *Revue parlementaire*, Mars 2011, p. 38.
- *Le principe constitutionnel de non-discrimination génétique*, *La lutte contre les discriminations : approche pluridisciplinaire*, Facultés des sciences juridiques, économiques et sociales de Marrakech, n°38, 2011, pp.57-66.
- *Démocratie et multiplication des droits* (Coécrit avec Mathilde Philip-Gay), in A. Delcamp, A.-M. Le Pourhiet, B. Mathieu et D. Rousseau (dir.), *Nouvelles questions sur la démocratie*, Dalloz, *Thèmes et commentaires*, 2010, pp. 15-30.

- 1958-1983 : 25 ans de délibérations. *Présentation de la période 1974-1980* (Coécrit avec Dominique Rousseau et Pierre-Yves Gahdoun), Les cahiers du Conseil constitutionnel, Hors série, 2009, pp. 115-117.
- La révision constitutionnelle et le juge, une consécration ?*, Politeia, n°15, 2009, pp. 465-488.
- L'origine sociale des valeurs. Approche juridique* (Coécrit avec Véronique Gimeno) in D. Favre, A. Hasni, C. Reynaud (dir.), Les valeurs explicites et implicites en éducation, De Boeck, 2008, pp. 27-39.
- Le contrôle de la loi par le juge ordinaire ou les carences de la question préjudicielle en appréciation de la constitutionnalité des lois*, VIIe Congrès de l'Association française de droit constitutionnel, Atelier n°5 sous la dir. de G. Drago et T.-S. Renoux, 2008, disponible sur www.droitconstitutionnel.org
- Le contrôle des marchés passés par les Assemblées parlementaires. Les répercussions de la jurisprudence « Président de l'Assemblée nationale » (CE, Ass., 5 mars 1999)* in Contrats Publics, Mélanges en l'honneur de Michel Guibal, Presses de la Faculté de droit de Montpellier, 2006, Tome 2, pp. 305-319.
- L'amorce d'une « véritable révolution juridique » : la réponse du juge ordinaire et du Parlement à la censure par le Conseil constitutionnel d'une loi promulguée*, Revue française de droit administratif, 2005, n°5, pp. 1049-1053.
- Le Conseil d'Etat et le Conseil supérieur de la magistrature*, Revue du droit public, 2004, n°4, pp. 987-1014.

Chroniques et notes de jurisprudence

- L'art de l'esquive. A propos de la décision du Conseil constitutionnel n°2023-863 DC du 25 janvier 2024* (coécrit avec P.-Y. Gahdoun), AJDA, 2024, pp. 650-657.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2023)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Questions constitutionnelles, en ligne, disponible sur <https://questions-constitutionnelles.fr/chronique-de-jurisprudence-constitutionnelle-2023/>
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2022)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2023, n°1, pp. 219-243.
- Chronique de jurisprudence constitutionnelle comparée/France* (avec M. Afroukh), sous la direction de M. Borres, C. Romainville, M. Verdussen, Revue trimestrielle des droits de l'Homme 2022/3 (n° 131), pp. 565-622.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2021)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2022, n°1, pp. 307-336.
- La déconstruction des libertés universitaires par le Conseil constitutionnel. À propos de la décision n° 2020-810 DC du 21 décembre 2020* (avec PY Gahdoun), AJDA, 2021, n°10, pp. 13-21.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2020)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2021, n°1, pp. 305-340.
- Le Conseil constitutionnel déclare la guerre aux interprétations supranationales, Note sous CC, n°2020-858/859 QPC, 2 octobre 2020* (avec PY Gahdoun), AJDA, 2020, pp. 2158-2164.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2019)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2020, n°1, pp. 309-352.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2018)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2019, n°1, pp. 249-288.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2017)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2018, n°1, p. 285.

- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°57, 2017.
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°55-56, 2017, pp. 117-142 .
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°54, 2017, pp. 85-96.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2016)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2017, n°1, p.175-211.
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°53, 2016, pp. 99-116 .
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°52, 2016, pp. 71-86.
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°51, 2016, pp. 85-106.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2015)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2016, n°1, p. 305s.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2014)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2015, n°1, pp. 227-256.
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°50, 2015, pp. 85-102.
- *L'épanouissement de la jurisprudence Etat d'urgence en Nouvelle-Calédonie, Note sous CC, n°2013-349 QPC du 18 octobre 2013 Société Allianz*, Actualité juridique de droit administratif, 2014, pp. 467-471.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2013)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2014, n°1, pp. 207s.
- Chronique de jurisprudence constitutionnelle* (septembre 2013-mars 2014), Annotations sous cinq arrêts du Conseil d'Etat, Gazette du Palais, 2014, n°192 à 193, pp. 15-17.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2012)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2013, n°1, pp. 197s.
- La pacification par le Conseil constitutionnel des rapports entre employeur et salariés protégés*, Note sous CC, n°2012-242 QPC du 14 mai 2012, Droit social, n°9, septembre 2012, p. 796-803.
- Actualité bibliographique, Site Internet et revues électroniques*, Constitutions-Revue du droit constitutionnel appliqué, depuis 2010, 4 numéros par an, soit 16 chroniques au total sur la période 2012-2015, 2 pages par numéro.
- Note sous CC, n°2004-505 DC du 19 novembre 2004*, Traité établissant une Constitution pour l'Europe, International Law Before Domestic Courts (ILDC), Oxford University press, www.oxfordlawreports.com
- Note sous CE, ord. réf., 11 octobre 2001, n° 238849, M. Hauchemaille* International Law Before Domestic Courts (ILDC), Oxford University press, www.oxfordlawreports.com
- Chronique de jurisprudence constitutionnelle. Premier semestre 2006 : « Introduction » et « Les normes de référence »*, Revue administrative, 2006, n°354, pp. 599-602.
- Chronique de jurisprudence constitutionnelle. Second semestre 2004 : les techniques juridictionnelles*, Revue administrative, 2005, n°346, pp. 350-353.
- Chronique de jurisprudence constitutionnelle. Premier semestre 2004 : les techniques juridictionnelles*, Revue administrative, 2004, n°342, pp. 594-598.
- Chronique de jurisprudence constitutionnelle. Second semestre 2003 : les techniques juridictionnelles*, Revue administrative, 2004, n°339, pp. 261-265.
- Chronique de jurisprudence constitutionnelle. Premier semestre 2003 : les techniques juridictionnelles*, Revue administrative, 2003, n°335, pp. 487-490.

Autres publications

- Impatience constitutionnelle*, Newsletter du CREAM, n°49, mai 2023, disponible sur <https://cream.edu.umontpellier.fr/evenements/fil-dactualites-du-cream/>
- Communication et Etat de droit : duel ou duo ?*, Newsletter du CREAM, n°24, février 2021, disponible sur <https://cream.edu.umontpellier.fr/evenements/fil-dactualites-du-cream/>
- Préface*, A. Kebe, *Le recours à la QPC par les collectivités territoriales: Bilan de la jurisprudence et perspectives*, Université européennes, 2018.
- Le contrôle des élections présidentielles*, Dalloz étudiant, 11 mai 2012.
- « *Sénat : un défi pour la gauche* », Territoires, Novembre 2011.
- Corrigé d'une dissertation : La puissance de l'Etat est-elle sans limite ?*, in A. Viala, M. Verpeaux (dir.), *Annales Droit constitutionnel 2007*, Dalloz, 2006, pp. 39-47.

Intervention dans les médias

- Interview sur la proposition de loi relative au droit du sol à Mayotte, Agence de radio A2PRL, 29 janvier 2025
- « Dissolution, 49.3, censure... Faut-il réparer la Ve République? », Entretien, L'opinion, 14 janvier 2025
- « Crise politique ou crise de régime, la V^e République vacille », Entretien, Le Monde, 11 janvier 2025
- « Procès des assistants RN : le Conseil constitutionnel va-t-il permettre à Marine le Pen d'éviter l'inéligibilité ? », Entretien, Public Sénat, 8 janvier 2025
- « Le Premier ministre François Bayrou ne lâchera pas la mairie de Pau : une faute politique et morale ? », Entretien, Actu.fr, 17 décembre 2024
- « Crise politique : la Ve République est-elle « fatiguée » ?, Entretien, Public Sénat,, 4 décembre 2024
- « La motion de censure du NFP rejetée : combien de cartouches la Gauche peut-elle encore tirer ? », Entretien, Actu.fr, 8 octobre 2024
- « Motion de censure : le RN peut-il s'allier avec la gauche pour faire tomber le - « Gouvernement Barnier et motion de censure : une "situation inédite" en cas d'adoption, quelles conséquences ? », Entretien, Actu.fr, 25 septembre 2024
- « *Gouvernement Barnier ?* », Entretien, Actu.fr, 24 septembre 2024
- « *Gouvernement : Attal, Darmanin... Ces ministres démissionnaires et élus députés touchent-ils deux salaires ?* », Entretien, Actu.fr, 31 juillet 2024
- « *La participation des ministres démissionnaires à l'élection viole la Constitution ? C'est trompeur* », Entretien, AFP, 19 juillet 2024
- « *Sortir de la culture du présidentielisme* », Entretien, Témoignage chrétien, 18 juillet 2024
- « *Quel avenir constitutionnel ?* », Interview, Sud Radio, 16 juillet 2024
- Interview sur les enjeux constitutionnels de la situation française, Interview Sky News Arabia, 16 juillet 2024
- « *Il faut sortir de la culture présidentialiste* », Interview, Le Pèlerin, 12 juillet 2024
- « *The end of the French exception?* », Entretien, Politico, 15 juillet 2024
- Interview sur l'actualité constitutionnelle, Matinale de Cnews, 9 juillet 2024.
- Entretien avec plusieurs journalistes du Monde sur le programme politique du Rassemblement national et l'exercice du pouvoir règlementaire sous la Ve République, 9 et 10 juillet 2024
- « *La Gauche remporte une majorité partielle : Comment l'Assemblée nationale va-t-elle s'organiser ?* », Interview Radio Medi, Maroc, 9 juillet 2024.

-« Emmanuel Macron est-il obligé de nommer un Premier ministre de gauche ? », Entretien Les échos, 8 juillet 2024

-« Législatives 2024 : une Assemblée nationale aussi puissante que friable », Entretien sur les conséquences de la dissolution, La Croix, 9 juillet 2024

- « Résultats des législatives : pourquoi le pouvoir n'est plus à l'Élysée avec la nouvelle assemblée ? », Entretien, Les échos, 8 juillet 2024

- "Abroger la réforme des retraites par décret"? Attention au raccourci de Manon Aubry, AFP, 8 juillet 2024

-« Les constitutionnalistes, stars des réseaux d'affaires », Entretien, Politico, 4 juillet 2024

-« Législatives : en accusant Emmanuel Macron de « coup d'État administratif », Marine Le Pen prépare « une cohabitation de combat », Entretien Public-Sénat, 2 juillet 2024

-« Source de déséquilibre des pouvoirs et de déceptions inévitables, la culture présidentielle est à bout de souffle », Tribune, Le Monde, 27 juin 2024

- Entretien sur la réforme territoriale en Italie, Journal des sociétés, 27 juin 2024

-Entretien au sujet des conséquences constitutionnelles de la guerre en Ukraine, Factoscope, 27 mars 2024.

-Intervention au sujet de la procédure de destitution du Président de la République, AFP, 29 février 2024

-Intervention au sujet des recours QPC concernant les droits à congés payés des salariés malades, France Info, 2 février 2024

-Interventions au sujet de la décision du Conseil constitutionnel sur la loi immigration, Agence de presse audio, Sud Radio et C News, 25 janvier 2024

-Intervention au sujet de la loi immigration, Agence de presse audio, décembre 2023

-Interventions au sujet de la réforme des retraites, C news, 14 et 15 avril 2023

-« Être démocratiquement élu n'autorise pas à méconnaître la Constitution ! », Tribune d'un collectif de constitutionnalistes, Le Midi Libre, 16 avril 2022 ; Var-Matin et Nice-Matin, 19 avril 2022 ; Journal de Mayotte, 19 avril 2022.

-« Peut-on suspendre les aides sociales pour les « parents de mineurs délinquants et criminels » ? », Interview, Le Figaro, 28 janvier 2022.

-« Du général de Gaulle à Macron : l'exécutif face au Conseil constitutionnel », Interview, Le Point 5 août 2021.

-Interview au journal Politis au sujet de la loi sur la sécurité globale, 21 mai 2021.

-Interview au Journal du dimanche, 17 avril 2021, au sujet du projet de loi relatif aux conditions de travail en prison

-« *Le Conseil constitutionnel vide de sa substance le principe d'indépendance des enseignants-chercheurs* », Tribune, Le Monde, 8 janvier 2021 (avec D. Rousseau et PY Gahdoun)

-Interview TV5 Monde à propos du débat constitutionnel en Côte d'Ivoire, 19 septembre 2020

-« QPC et droit des affaires : un rendez-vous manqué ? », Droit et affaires, Entretien, 3 juin 2019

-« Le Conseil constitutionnel et la communication numérique », Mediapolis, Entretien, Europe 1, 17 juin 2017

-« Présidentielle : le parrainage d'un maire soumis au vote des ses administrés », Le Figaro, site Internet, Entretien, 24 février 2017

-Interventions médiatiques à propos de l'examen par le Conseil constitutionnel du régime légal du travail des détenus, septembre 2015 (Le Monde, France Inter, France Info, Capital, Liaisons sociales...)

CONFERENCES ET COMMUNICATIONS DANS DES MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

- *Et si le Conseil constitutionnel décidait autrement demain ? Exercice de fiction autour d'un revirement jurisprudentiel* (avec A. Roblot-Troizier) in J. Bonnet, A. Roblot-Troizier, A. Vidal-Naquet (dir.), Cinquante ans après la décision IVG du 15 janvier 1975 : une jurisprudence en questions, Conseil constitutionnel, 15 janvier 2025.
- *Les perspectives constitutionnelles du solidarisme*, Présidence et animation d'une table-ronde, in J. Bousquet, Th Carrère, S. Salles (dir.), Solidarisme et droit constitutionnel, Nîmes, 29 novembre 2024
- *Propos introductifs*, Colloque de la Commission Jeune Recherche Constitutionnelle, La République : quelle(s) réalité(s) constitutionnelle(s) ?, Lille, 28 novembre 2024
- *Propos introductifs*, in M. Carpentier, V. Dussart (dir.), « Le droit parlementaire financier. État des lieux et pistes d'évolution », Toulouse, 5 décembre 2024 (en visioconférence)
- *Propos introductifs*, in Caterina Severino, X. Magnon, W. Mastor (dir.), Relire la justice constitutionnelle à travers l'œuvre du Doyen Favoreu ?, Aix-en-Provence, 5 décembre 2024
- *Critiques doctrinales et légitimité du Conseil constitutionnel* in Caterina Severino, X. Magnon, W. Mastor (dir.), Relire la justice constitutionnelle à travers l'œuvre du Doyen Favoreu ?, Aix-en-Provence, 5 décembre 2024
- *Propos introductifs*, in B.-L. Combrade, B. Ridard (dir.), Le droit parlementaire de l'Union européenne : un impensé juridique ?, Poitiers, 21 novembre 2024
- *Conclusions*, in E. Barbin (dir.), Le nudge dans l'action administrative, Grenoble, 17 octobre 2024
- *Regard constitutionnel sur la nouvelle loi immigration*, Colloque des avocats du barreau d'Alès, Alès, 11 octobre 2024
- *La Ve République en questions : crise politique ou crise de régime ?*, Conférence-débat, Montpellier, 26 septembre 2024
- *Propos introductifs* in P. Türk (dir.), Cultures constitutionnelles comparées. Colloque franco-japonais, Nice, 18 septembre 2024
- *Cadre théorique : pourquoi les cours constitutionnelles communiquent-elles ?* in C. Cerda-Guzman et A. M. Lecis Cocco Ortu (dir.), La communication des cours constitutionnelles en perspective comparée : De la communication juridictionnelle à la pédagogie constitutionnelle ?, Bordeaux, 28 juin 2024
- *Propos introductifs* in J. Bonnet, P. Blachère, H. Krunke, X. Philippe, La Constitution hors de l'Etat. Réflexions sur le droit constitutionnel en dehors des sphères étatiques, Colloque de l'Association Internationale de droit constitutionnel, Lyon, 19 juin 2024
- *L'utilisation du Nudge*, Colloque annuel de l'Association française de droit administratif, Nice, 6 juin 2024
- *Introduction* in « Transformations du droit constitutionnel : dialogue entre de divers sujets du contrôle de constitutionnalité, Septième Colloque sino-français de droit constitutionnel, Université de Wuhan, 31 mai 2024 (en visio)
- *Propos introductif* in Juger à la confluence du droit constitutionnel et du droit pénal, (codirection J. Bonnet, M. Heitzmann-Patin, J.-B. Perrier, E. Raschel, Rencontre AFDC et Association française de droit pénal, Aix-en-Provence, 17 mai 2024.
- *Introduction* in Journée nationale de la Commission Jeune Recherche Constitutionnelle, Sénat, 5 avril 2024
- *Rencontres avec le Conseil constitutionnel*, organisation, modération des débats et interventions sur plusieurs décisions, Montpellier, 29 mars 2024

-*En finir avec les idées reçues sur la Cour européenne des droits de l'homme*, organisation et modération de la conférence, Montpellier, 19 mars 2024

-*Présidence d'une session et « Propos conclusifs »*, in G. Herzog, A. Kebe (dir.), *Fixité et mutation(s) de la Ve République. Aspects numériques, environnementaux et institutionnels*, Colloque, La Rochelle, 28 février 2024

-*La décision du Conseil constitutionnel sur la loi immigration : quels enseignements ?* (avec PY Gahdoun), Montpellier, 26 janvier 2024

-*Droit constitutionnel de l'économie*, Discussion autour de l'ouvrage de P.-Y. Gahdoun, Montpellier, 24 janvier 2024

-*Propos introductifs*, in *Le Parlement et le temps*, dir. E. Cartier, Lille, 18 décembre 2023.

-*La judiciarisation de la vie publique. Gouvernement des juges ou dialogue avec les juges ?*, dir. J. Andriantsimbazovina, Table-ronde, Toulouse, 11 décembre 2023.

-*Mise en perspective culture et sociologique*, in S. Salles et F. Savonitto (dir.), *Les 30 ans de la Cour de Justice de la République*, Nîmes, 7 décembre 2023.

-*Propos introductifs et présidence des débats*, in *Penser constitutionnellement le progrès technique*, Journée décentralisée de la Commission de la jeune recherche constitutionnelle, Nice, 30 novembre 2023.

-*Introduction*, in *Le contrôle de constitutionnalité : entre le passé et l'avenir*, 6^e Colloque sino-français de droit constitutionnel, Institut de droit constitutionnel de la Faculté de droit de l'Université chinoise de sciences politiques et de droit, Pékin, 19 octobre 2023.

-*Le droit et le contentieux constitutionnels à l'épreuve de la dérive normative* (avec M. Heitzmann-Patin), in M. Lei, R. Reneau (dir.), *La dérive normative, le droit ou Prométhée moderne ?*, Le Mans, 18 octobre 2023.

-*Introduction et présidence des débats*, Présentation des travaux du Groupe de Réflexion sur l'Évolution de la Constitution et des Institutions (dir. J.-P. Derosier), Sénat, 4 octobre 2023.

-*Introduction*, in J. Bonnet, N. Marty (dir.), *Un an de droit public*, Magistère droit public appliqué, Montpellier, 19 juin 2023.

-*Restitution des travaux d'ateliers*, Présidence et discours de clôture, Congrès de l'Association française de droit constitutionnel, Toulon, 17 juin 2023.

-*La décision « retraites » du 14 avril 2023 : un révélateur des équilibres de la Ve République ?*, Université de Nîmes, 21 avril 2023.

-*L'infra et l'ultra petita. L'office du Conseil constitutionnel*, in H. Hoepffner, L. Janicot, J.-Ch. Rotoullié, *L'infra et l'ultra petita. L'office du juge en contentieux comparé*, Paris I, 17 mars 2023.

-*Présidence des débats*, in F. Savonitto (dir.), *Le droit à un environnement équilibré et respectueux de la santé*, Montpellier, 10 mars 2023.

-*Droit constitutionnel et droit administratif : introduction*, Journée nationale de l'Association française de droit constitutionnel, Paris, 17 janvier 2023.

- *Présidence des débats*, in J. Arlettaz (dir.), *Statu quo ? Constitution et conservatisme*, Montpellier, 2 décembre 2022.

-*Le Conseil constitutionnel et la souveraineté*, in P. Bourdon, M. Heitzman-Patin, F. Poulet, *La protection de la souveraineté par les juges*, Conseil constitutionnel, Paris, 19 octobre 2022.

-*Introduction*, in J. Bonnet, N. Marty (dir.), *Un an de droit public*, Magistère droit public appliqué, Montpellier, 20 juin 2022.

-*L'utilisation de la théorie du Nudge par les politiques publiques*, in Philomène Calvez, Caroline Gilles, Jade Meyrieu, Antoine Oumedjkane, Mélissandre Talon et Ferdi Youta (dir.), *L'argument scientifique en droit public*, Montpellier, 20 mai 2022.

-*Les incidences du contrôle concret de conventionnalité des lois*, in Maxime Lei et Raphaël Reneau (dir.), *La part des contentieux administratif et constitutionnel dans les déséquilibres*

normatifs. De l'observation des déséquilibres normatifs sous un angle contentieux, Vannes, 29 avril 2022.

-*Les fonctions régaliennes*, Animation d'une table ronde in J. Bonnet, P. Idoux, M. Ubaud-Bergeron (dir.), *Droit constitutionnel et droit administratif : unité ou autonomie des notions juridiques ?*, Journée décentralisée de l'Association française de droit constitutionnel, Montpellier, 8 avril 2022

-*La Cour de cassation et les droits et libertés : la revanche* (avec M. Afroukh), in Colloque des 10 ans la RDLE, Montpellier, 3 décembre 2021.

-*Introduction*, in J. Bonnet, N. Marty (dir.), *Un an de droit public*, Magistère droit public appliqué, Montpellier, 30 juin 2021.

-*La contribution du juge constitutionnel au développement de recours effectifs protégeant les libertés*, in A. Moine (dir.), *La contribution des juges des libertés au développement de recours effectifs*, Nancy, 28 mai 2021.

-*La crise, occasion de saisir la compliance comme mode de communication des autorités publiques*, in Marie-Anne Frison-Roche, Pascale Idoux, Antoine Oumedjkane et Adrien Tehrani (dir.), *Normes publiques et compliance en temps de crise : les buts monumentaux à l'épreuve*, 17 mai 2021.

-*L'approche ambivalente du Conseil constitutionnel* (avec PY Gahdoun) in M. Afroukh, J. Bonnet et PY Gahdoun *Les conditions d'incarcération sous le contrôle des juges : éléments d'actualité*, en ligne, 29 avril 2021.

-*Introduction*, in M. Afroukh, J. Bonnet, *Le Conseil constitutionnel et la Cour européenne des droits de l'homme : vers un nouvel équilibre ?*, Montpellier, 7 février 2020.

-*Le contrôle de constitutionnalité des lois électorales : regard croisé France – Italie* (avec J. Arlettaz), in P. Esplugas, J. Bonnet, PY Gahdoun, S. Mouton, *Modèles électoraux et démocratie : quels enjeux constitutionnels ?*, Toulouse, 5 décembre 2019.

-*Rapport de synthèse*, in G. Galustian, *Contrôler les gouvernants en France : où en est-on ?*, VIIIe journée de la Commission de la Jeune recherche en droit constitutionnel, Montpellier, 14 novembre 2019.

-*Introduction*, in J. Bonnet, N. Marty (dir.), *Les mutations du droit public*, Colloque des 10 ans du Magistère droit public appliqué, Montpellier, 25 octobre 2019.

-*Le Conseil constitutionnel et le protocole 16 à la CEDH*, in M. Afroukh, J.-P. Marguenaud (dir.), *Séminaire sur le Protocole 16 CEDH*, Montpellier, 19 avril 2019.

- *Regard de sociologie institutionnelle sur le juge judiciaire*, in J. Arlettaz, J. Bonnet, P.-Y. Gahdoun (dir.), *Le juge judiciaire et la séparation des pouvoirs*, Montpellier, 30 novembre 2018.

-*Les juges judiciaires et leurs constitutionnalismes ; le point de vue du publiciste*, in S. Mouton, A. Vidal-Naquet, W. Mastor, X. Magnon (dir.), *Le juge dans le constitutionnalisme moderne*, QsQ8, Toulouse, 19 octobre 2018.

-*Contexte national : le cas français*, in F. Barque, S. Nicot (dir.), *Vers l'instauration d'une procédure d'exécution des décisions du Conseil constitutionnel ?* Grenoble, 18 octobre 2018.

-*Les aspects constitutionnels de la régulation foncière et agricole*, ANDER, J.-M. Clément et F. Menonville (dir.), *La contribution du droit à la régulation du marché des terres agricoles*, Assemblée nationale, 5 juillet 2018.

-*Introduction*, in J. Bonnet, N. Marty (dir.), *Un an de droit public*, Magistère droit public appliqué, Montpellier, 8 juin 2018.

-*Les juges constitutionnels ordinaires, juges constitutionnels de droit commun ?* (avec A. Roblot-Troizier), in X. Magnon, A. Vidal-Naquet, *La QPC, vers une reconfiguration de l'architecture juridictionnelle ?*, Aix-en-provence, 6 avril 2018.

-*La concrétisation des contrôles de la loi*, Aix-en-provence, UMR DICE, 12 mars 2018.

- La clarté et la précision de la loi punitive : un régime constitutionnel à deux vitesses ?*, in A. Ponseille, E. Sales, PY Gahdoun, Existe-t-il un droit constitutionnel punitif ?, Montpellier, 19 janvier 2018
- La concrétisation des contrôles de la loi*, Montpellier, Séminaire du CERCOP, 12 janvier 2018
- La radicalisation religieuse saisie par le juge constitutionnel*, in O. Bui-Xuan (dir.), La radicalisation religieuse saisie par le droit, Evry, 30 novembre 2017
- Le point de vue du constitutionnaliste sur le non renvoi des QPC par les Cours suprêmes*, in N. Droin, A. Fautré-Robin (dir.), Le non-renvoi des questions prioritaires de constitutionnalité : Unité ou diversité des pratiques de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat, Clermont-Ferrand, 25 octobre 2017
- Le droit constitutionnel à l'épreuve du numérique*, Journée nationale de l'Association française de droit constitutionnel, Présidence et conclusions (avec P. Türk), Paris, 17 mars 2017
- Etat d'urgence et protection des droits fondamentaux : quel bilan ?*, modérateur et discutant, sous la direction de M. Afroukh et J. Arlettaz, Montpellier, 27 janvier 2017
- Le juge d'instruction et la Constitution*, modérateur et discutant, avec T. Meindl et A. Ponseille, 20 janvier 2017
- La communication numérique des juges constitutionnels*, in E. Sales (dir.), Le numérique au service du renouvellement de la vie politique ?, Montpellier, 4 novembre 2016
- Les conditions d'une réforme en France au regard des expériences étrangères*, Table ronde, in M. Stefanini, C. Severino (dir.), Le contrôle de constitutionnalité des décisions de justice : une nouvelle étape après la QPC ?, Aix-en-provence, 24 juin 2016
- Repenser la démocratie. Conférence-débat autour des propositions de la Commission Bartolone*, avec W. Genieys, E. Sales, B. Troupel, A. Viala, Montpellier, 8 janvier 2016
- L'effectivité des droits sociaux dans le cadre de la QPC*, in H. Hurpy, S. Torcol (dir.), Contentieux constitutionnel des droits et libertés fondamentaux et économie, Toulon, 20 novembre 2015
- Juridictions constitutionnelles nationales et juridictions supranationales*, in F. Balaguer Callejón et A. Viala (dir.), Droit constitutionnel national, intégration supranationale et mondialisation, Grenade, 16 octobre 2015
- 5 ans de QPC : une révolution inachevée ? Introduction*, in J. Bonnet, P.-Y. Gahdoun (dir.), 5 ans de QPC : une révolution inachevée ?, Montpellier, 6 mars 2015
- QPC et protection européenne des droits de l'homme*, Débat vidéo organisé par la Revue des droits et libertés fondamentaux sous la direction de J. Bonnet et R. Tinière, Grenoble, 4 mars 2015
- Les effets de la Charte sur les compétences du Parlement*, in C. Cerda Guzman, F. Savonitto (dir.), « Les 10 ans de la Charte de l'environnement 2005-2015 », Bordeaux, 6 février 2015.
- La QPC et l'intérêt du justiciable*, in J. Arlettaz, J. Bonnet (dir.), L'objectivation du contentieux des droits et libertés fondamentaux, Du juge des droits au juge du Droit?, Montpellier 12 décembre 2014
- Les principes constitutionnels intéressant la procédure administrative*, in J.-B. Auby (dir.), A la recherche des principes du droit de la procédure administrative, Conseil d'Etat, 5 décembre 2014
- Dialogue des juges et qualité de la norme*, in V. Peltier, A. Gogorza (dir.), « Jurisprudence et qualité de la norme », Bordeaux, 13 novembre 2014
- Le renouvellement de l'autorité des décisions du Conseil constitutionnel*, Séminaire du CERCOP, Faculté de droit et de Sciences politiques de Montpellier, 21 mai 2014
- Le contrôle de constitutionnalité et le contrôle de conventionnalité: entre concurrence et complémentarité*, in E. Cartier, L. Gay, A. Viala (dir.), La QPC : vers une culture constitutionnelle partagée ?, Sénat, 27 mars 2014

- Les contours méthodologiques du droit constitutionnel européen*, Modérateur et discutant d'une table ronde, in F. Balaguer Callejon, A. Viala, S. Pinon (dir.), *Le Droit constitutionnel Européen à l'épreuve de la crise économique et démocratique de l'Europe*, Montpellier, 12 décembre 2013
- Identité constitutionnelle de la France et protection internationale des droits de l'homme, Introduction*, in J. Bonnet, F. Coulée, A. Roblot-Troizier (dir.), *Identité constitutionnelle de la France et protection internationale des droits de l'homme*, Evry, 25 novembre 2013
- Les adages et le temps* (avec A. Roblot-Troizier), in H. Hoeffner, L. Janicot, A. Roblot-Troizier, *Les adages en droit public*, Paris, 11 octobre 2013.
- Les modes d'application de la Constitution par la Cour de cassation*, in G. Drago, X. Philip (dir.), *La Cour de cassation et la Constitution, perspectives nouvelles*, Cour de cassation, 27 septembre 2013
- La fragmentation de la protection juridictionnelle et le dialogue des juges*, Modérateur et discutant d'une table ronde, in J. Arlettaz et R. Tinière (dir.), *Fragmentation en droit, Fragmentation du droit*, Grenoble, 17 mai 2013
- Les perspectives de la protection constitutionnelle des détenus*, in S. Slama, N. Ferran et OIP (dir.), *Défendre en justice la cause des détenus*, Sénat, 24 janvier 2013
- Pour un renouveau démocratique. Conférence sur le rapport de la « Commission Jospin »*, Organisation et modération de la conférence, avec D. Rousseau, J. Benetti et A. Roblot-Troizier, Evry, 10 décembre 2012
- La question prioritaire de constitutionnalité et l'entreprise*, Journée du droit, Ordre des avocats du barreau d'Alès, 29 novembre 2012
- Le principe constitutionnel de la légalité criminelle*, in F. Hourquebie, V. Peltier (dir.), *Droit constitutionnel et grands principes du droit pénal*, Bordeaux, 8 novembre 2012
- La question prioritaire de constitutionnalité et le Parlement*, in J.-P. Derosier (dir.), *La fonction présidentielle sous le quinquennat Sarkozy*, Saint-Etienne, 19 octobre 2012
- Le métier d'avocat et la question prioritaire de constitutionnalité*, Congrès de la Confédération nationale des avocats, Montpellier, 12 octobre 2012
- La question prioritaire de constitutionnalité : mécanisme, apports et questions d'actualité*, Centre Léon Duguit, Evry, 5 juillet 2012
- Question prioritaire de constitutionnalité et droit privé*, Ecole doctorale de Montpellier, 13 juin 2012
- Le droit au juge : la « contre démocratie » par le droit*, in A. Viala (dir.), « La démocratie : qu'en disent les juristes ? », Montpellier, 24 et 25 mai 2012
- Pouvoirs et démocratie en France*, « Journée de l'Europe », Centre régional de documentation pédagogique de Montpellier, 9 mai 2012
- Organiser les primaires*, Présidence d'une table ronde, in P.-Y. Gahdoun (dir.), *Les primaires*, Montpellier, 30 mars 2012
- Les enseignements des délibérations du Conseil constitutionnel* (avec Agnès Roblot-Troizier) in A. Roblot-Troizier et J. Bonnet (dir.), *Regards du Conseil constitutionnel sur l'élection présidentielle*, Evry, 27 mars 2012
- Démocratie et multiplication des droits*, Journée national de l'Association française de droit constitutionnel, « Nouvelles questions sur la démocratie », Paris, 4 décembre 2009
- Démocratie administrative et droit des administrés* in S. Caudal, P.-Y. Gahdoun, (dir.), « Démocratie et multiplication des droits », Lyon, 4 juin 2009
- 1958-1983 : 25 ans de délibération, Présentation de la période 1974-1980* avec Dominique Rousseau et Pierre-Yves Gahdoun, « 1958-1983 : 25 ans de délibération », Conseil constitutionnel, 30 janvier 2009

- Le contrôle de la loi par le juge ordinaire ou les carences de la question préjudicielle en appréciation de la constitutionnalité des lois*, VIIe Congrès de l'Association française de droit constitutionnel, 26 septembre 2008
- Le principe constitutionnel de non-discrimination génétique*, IIIe colloque Franco-Marocain, « La lutte contre les discriminations : approche pluridisciplinaire », Faculté de droit de Montpellier, 4 avril 2008
- La jurisprudence constitutionnelle de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat*, Atelier juridique de l'école doctorale, UFR droit, Montpellier, 16 février 2006
- L'influence de la jurisprudence européenne sur le Conseil constitutionnel*, Université autonome de Barcelone, Programme d'Action Intégrée, « Cours constitutionnelles et Cours européennes », 15 novembre 2005
- Rapport de synthèse de l'atelier sur « Les valeurs explicites et implicites en éducation »*, 9e rencontres du Réseau International de Recherche en Education et en Formation, Université Montpellier III, 17 septembre 2005
- L'origine sociale des valeurs. Approche juridique*, Les valeurs explicites et implicites en éducation, 9e rencontres du Réseau International de Recherche en Education et en Formation, Université Montpellier III, 15 septembre 2005
- Controverse sur l'effet du contrôle des lois promulguées par le Conseil constitutionnel*, VIe congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel, Atelier sur les controverses constitutionnelles dirigé par A.-M. Le Pourhiet et S. Pierre-Caps, Montpellier, 9 juin 2005
- La jurisprudence récente du Conseil d'Etat relative au Conseil supérieur de la magistrature*, 1ère rencontres Conseil d'Etat-Université, Faculté de droit de Montpellier, 6 décembre 2003

ENCADREMENT DOCTORAL ET SCIENTIFIQUE

Direction de thèses

-soutenues

-Mélissandre Talon (DCCE puis ATER), *Le droit constitutionnel de la concurrence*, Montpellier, 9 décembre 2024, jury composé d'Agnès Roblot-Troizier (rapporteur), Francesco Martucci (rapporteur), François Blanc, François Seners et Pierre-Yves Gahdoun (président).

-Geoffroy Herzog (Enseignant contractuel à L'Université de La Rochelle), *L'élection populaire du Président de la République dans l'espace européen* (en codirection à 50% avec S. Pinon), Montpellier, 24 juin 2022, jury composé de Benjamin Fargeaud (rapporteur), Pauline Türk (rapporteur), Mathilde Heitzman-Patin (Président), Vasco Pereira Da Silva, Stéphane Pinon et Julien Bonnet (directeurs de recherche). *Qualification CNU en février 2023, Maître de conférences à l'Université de Limoges depuis le 1^{er} septembre 2023.*

-Emma Grego, *Les discours péri-décisionnels des Hautes juridictions. Analyse de la communication numérique officielle au service d'une diplomatie juridictionnelle*, Montpellier, 16 décembre 2020, jury composé de Mathieu Disant (rapporteur), Fabrice Hourquebie (rapporteur), Pauline Türk et Pierre-Yves Gahdoun (Président).

-en cours

-Valentine Benedetti, *L'argument de fait devant le Conseil constitutionnel* (depuis 2022)

-Camille Poirier (DCCE), *Le Conseil constitutionnel et la procédure administrative non-contentieuse* (depuis 2022)

-Cassandra Gaven-Jolimay (DCCE), en codirection avec Fanny Tarlet, *Le Conseil constitutionnel et les biens publics* (depuis 2024)

-Jérémy Lemaitre (DCCE), *Le Conseil constitutionnel et le Préambule de la Constitution de 1946* (depuis 2024).

- Gaël Brusau, (encadrement à 50%, codirection Aurore Gaillet), *L'argument démocratique dans la jurisprudence constitutionnelle relative aux modes de scrutin* (depuis 2024).

Participation à des jurys de thèse et de jury HDR

-Soulyemane Ndour, *L'articulation des contrôles a priori et a posteriori en contentieux constitutionnel. L'expérience française à la lumière des droits étrangers*, sous la direction de Julien Boudon et Luc Klein, Reims, 18 décembre 2024 (rapporteur).

-Kassandra Goni, *L'article 66 de la Constitution du 4 octobre 1958*, sous la direction de Fabrice Hourquevie, Bordeaux, 10 décembre 2024 (rapporteur).

-Lisa Mède, *Le juge constitutionnel et le renvoi préjudiciel à la CJUE. Etude de droit comparé France, Belgique, Italie*, sous la direction de Jean-Jacques Pardini et Giovanni Serges, Toulon, 23 mars 2023 (Président).

-Marina Kalara, *L'interprétation en réseau. Etude sur l'articulation des fonctions interprétatives des juges de la QPC*, sous la direction de Marie-Anne Cohendet, Paris I, 22 mars 2022 (Rapporteur).

-Julien Vachey, *L'urgence et le contrôle juridictionnel des atteintes législatives aux droits fondamentaux. Etude de droit processuel public interne et européen*, sous la direction de Jean-Jacques Pardini, Toulon, 16 décembre 2021 (Rapporteur).

- Mariana Almeida Kato, *La transparence de la justice constitutionnelle : une étude de droit comparé (France, Brésil, Etats-Unis)*, sous la direction de Thomas Hochmann, Reims, 17 novembre 2021 (Rapporteur).
- Manon Leblond, *Le principe d'individualisation de la peine en droit pénal français*, sous la direction d'Anne Ponseille, Montpellier, 16 avril 2021 (Président).
- Julien Béal-Long, *Moyens de constitutionnalité et moyens de légalité. Etude de la réception par le Conseil constitutionnel des moyens de légalité externe*, sous la direction de Valérie Goesel-Le Bihan, Lyon II, 25 septembre 2020 (Rapporteur).
- Jérémy Martinez, *Conseil constitutionnel et économie*, sous la direction de Guillaume Drago, Paris II, 11 décembre 2019 (Rapporteur).
- Anaïs Dechambre, *L'intégration de principes directeurs du procès dans le contrôle de constitutionnalité des lois. Contribution à une étude processuelle de la question prioritaire de constitutionnalité*, sous la direction de Bertrand Mathieu, Paris I, 8 novembre 2019 (Rapporteur).
- Bertrand Sergues, *La question prioritaire de constitutionnalité face à l'ordre juridique interne : analyse des effets du mécanisme constitutionnel de contrôle des lois entrées en vigueur sur l'ordre juridique interne*, sous la direction de Stéphane Mouton, Toulouse, 22 octobre 2019 (Président).
- Chloé Cyteval, *L'office de l'avocat général de la Cour de cassation dans le contentieux de la QPC*, sous la direction de Dominique Rousseau, Paris I, 12 octobre 2019 (Rapporteur).
- Alex Chauvet, *Le renvoi et le non-renvoi des questions prioritaires de constitutionnalité par le Conseil d'Etat et la Cour de cassation*, sous la direction de Fabrice Hourquebie, Bordeaux, 28 novembre 2018 (Rapporteur).
- Marine Benigni, *L'application dans le temps des décisions QPC*, sous la direction d'Emmanuel Cartier, Lille, 12 novembre 2018 (Rapporteur).
- Mathilde Kamal, *Le Conseil constitutionnel et le temps*, sous la direction de Pierre-Yves Gahdoun, Montpellier, 4 mai 2018 (Président)
- Céline Gueydan, *L'exception en droit public*, sous la direction d'Ariane Vidal-Naquet, Aix-en-Provence, 4 décembre 2017.
- Mathilde Heitzmann-Patin, *Les normes de concrétisation dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel*, sous la direction de Michel Verpeaux, Paris 1, 8 mars 2017 (Rapporteur)
- François Barque, *Les figures du juge*, Soutenance HDR, Grenoble, 27 février 2017 (Rapporteur)
- Fleur d'Argent, *La consultation en droit public interne*, sous la direction d'Ariane Vidal-Naquet, Aix-en-Provence, 9 décembre 2016 (Rapporteur)
- Johan Baillargeon, *La question prioritaire de constitutionnalité et le juge administratif*, sous la direction de F. Lichère et T.-S. Renoux, Aix-en-Provence, 2 décembre 2016 (Rapporteur)
- Godefroid Boholombe Bompondo, *Le juge constitutionnel et l'application des normes internationales et régionale de protection des droits fondamentaux. Etude comparative des droits français, allemand et sud-africain*, sous la direction de P. Gaïa, Aix-en-Provence, 30 juin 2016 (Rapporteur)
- Chloé Mathieu, *Le principe de la séparation des pouvoirs dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel*, sous la direction de J. Roux, Montpellier, 9 décembre 2015 (Assesseur)
- Olivier Bonnefoy, *Les relations entre Parlement et Conseil constitutionnel. Les incidences de la question prioritaire de constitutionnalité sur l'activité normative du Parlement*, sous la direction de F. Mélin-Soucramanien, Bordeaux, 12 juin 2015 (Assesseur)
- Faten Ben Hassine, *Les nouveaux pouvoirs de police du maire en matière de prévention, répression de la délinquance, contrôle social et familial depuis la loi du 5 mars 2007*, sous la direction de F. Colly, Evry, 24 juin 2014 (Président)

- Eric Lestrade, *Les principes directeurs du procès dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel*, sous la direction de F. Mélin-Soucramanien, Bordeaux, 21 novembre 2013 (Rapporteur)
- Anne Wlazlak, *L'influence de la construction communautaire sur la Constitution française*, sous la direction de P. Blachère, Avignon, 7 juin 2013 (Rapporteur)
- Motjaba Mortada, *Le contrat dans la fonction publique : la situation du Liban éclairée par l'exemple français*, sous la direction d'E. Marc, Montpellier, 14 décembre 2012 (Rapporteur)
- Rémi Bertrand, *Le statut constitutionnel des religions. Etude comparée France Italie (L'idéologie culturelle ou l'hégémonie religieuse)*, sous la direction de D. Rousseau, Montpellier, 22 novembre 2012 (Rapporteur)
- Olivier Hasenfratz, *QPC et procédure pénale : Etats des lieux et perspectives*, sous la direction de J.-M. Maillot, Montpellier, 6 janvier 2012 (Rapporteur)

Direction d'équipe de recherche interne à un laboratoire

- Membre du Conseil de Laboratoire du CERCOP, responsable (avec P.-Y. Gahdoun) de l'axe de recherche consacré au contentieux constitutionnel, Université de Montpellier (depuis 2014)
- Membre du Centre Léon Duguit, responsable (avec A. Roblot-Troizier) de l'axe de recherche « Contentieux publics et privés, transformations des juges et des méthodes », Université d'Evry-Val-d'Essonne (2010-2013)
- Membre du Comité scientifique pour le rapport « Nature de l'office du juge de 1ère instance et d'appel dans l'appréciation du caractère sérieux de la QPC », GIP Droit et Justice, CERCOP, 2012.

Divers

- Membre de Comités de suivi de thèse de doctorants inscrits à Montpellier et Evry
- Direction de mémoires de Master 1 et Master 2 (environ 5 par an depuis 2009)
- Encadrement de stage en tant que directeur du Magistère droit public appliqué (environ 7 par an depuis 2015)

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

EN QUALITE DE PROFESSEUR A L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER (2014-...)

- Mutations contemporaines du droit public (Licence 3, depuis 2021)
- Droit constitutionnel général, (Licence 1, depuis 2019)
- Pratique du Contentieux constitutionnel (Master 1)
- La jurisprudence constitutionnelle du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation (Master 2 Droit public)
- Actualité des droits et libertés (Master 2 Droit public)
- Sanction pénale et Conseil constitutionnel (Master 2 Droit de la sanction pénale)
- La jurisprudence pénale du Conseil constitutionnel (Master 2 Pratiques pénales)
- Droit immobilier et question prioritaire de constitutionnalité (Master 2 Droit immobilier)
- Pratique du contrôle de la loi (Master 2 Droit des contentieux)
- Droits et libertés (Master 2 Droit des personnes et de la famille)
- Actualité du droit public (Prépa ENM)
- Pratiques du contentieux constitutionnel (Master 2 Droit public général, 2015-2019)
- Doctrines constitutionnelles modernes (Licence 2, 2015-2019)
- Interventions régulières dans le Magistère droit public appliqué, le Collège de droit, le DU Contentieux administratif
- Préparation à l'épreuve de droit public au concours de Conseiller de la Chambre Régional des comptes (IPAG)
- Droit constitutionnel européen (Master 1 Droit public, 2014-2015)

EN QUALITE DE PROFESSEUR A L'UNIVERSITE D'EVRY-VAL-D'ESSONNE (2010/2013)

Cours magistraux à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne

- Droit constitutionnel (Licence 1)
- Droit des services publics (Master 1)
- Droit des services publics locaux (Master 2 Droit public des collectivités locales)
- Droit administratif des biens (Licence 3)
- Contentieux constitutionnel (Master 2 Carrières judiciaires et droit des contentieux)
- Droits et libertés fondamentaux des biotechnologies (Master 2 Droit des biotechnologies)
- La question prioritaire de constitutionnalité (Master 2 Droits de l'homme et droit humanitaire)
- Actualité des droits et libertés fondamentaux (IEJ)
- Protection des droits de l'homme (2012-2013)

Cours magistraux à l'Université Montpellier I

- Droit constitutionnel européen (Master 1 Droit public, 2010/2011 2013-2014)
- La jurisprudence constitutionnelle du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation (Master 2 Droit public général)
- Actualité du droit public Prépa ENM
- Actualité du droit constitutionnel : Prep'ENA
- Sanction pénale et Conseil constitutionnel (Master 2 Droit de la sanction pénale)
- Pratique de la question prioritaire de constitutionnalité (Master 2 Magistère droit public des affaires)

Cours magistraux à l'Université d'Avignon et des pays de Vaucluse

- Systèmes politiques et administratifs européens (Master 2 Juriste européen, 2012/2013)
- Droit constitutionnel comparé (Master 1 Juriste européen, 2011/2012)

EN QUALITE DE MAITRE DE CONFERENCES A L'UNIVERSITE MONTPELLIER I (2009/2010)

Cours magistraux :

- Droit constitutionnel général (Licence 1)
- Grands problèmes constitutionnels contemporains (Licence 2)
- Théorie générale des libertés fondamentales (Licence 3)
- Droit constitutionnel comparé (Master 1 Droit public)
- Actualité de droit public (Prep'ENA)
- Droit public (Prepa ENM)
- Sanction pénale et Conseil constitutionnel (DU Droit de la sanction pénale)

**EN QUALITE D'ALLOCATAIRE-MONITEUR PUIS ATER A TEMPS PLEIN A L'UNIVERSITE
MONTPELLIER I (2002/2007)**

Travaux dirigés :

- Droit constitutionnel général (Licence 1)
- Droit constitutionnel de la Ve République (Licence 1)
- Institutions européennes (Licence 1)
- Contentieux constitutionnel (Master 1)
- Droit constitutionnel européen (Master 1)